



syndicat national autonome

du personnel de la BANQUE de FRANCE - Solidaires

Syndicat National Autonome Banque de France 74-1645 SNA 75049 Paris cedex 01
Tél : 01 42 92 40 25 - Fax : 01 42 60 77 42 - [http : //www.snabf.org](http://www.snabf.org) - e-mail : snabf@snabf.org

Union
syndicale
Solidaires



CCE extraordinaire du 24 novembre 2004 : ni résignation ni fatalité

Deux points principaux figuraient à l'ordre du jour de ce CCE extraordinaire, qui rappelons-le, avait été initialement demandé par notre organisation. Voici «à chaud» nos premières réactions aux déclarations du Gouverneur.

Orientations du Plan d'entreprise : la continuité dans la rigueur.

Le Personnel était en droit d'attendre un projet collectif mobilisateur de la part d'un chef d'entreprise qui, pour la première fois depuis sa nomination, avait l'occasion de marquer positivement de son empreinte la stratégie de l'Institution.

En fait de plan d'entreprise, nous avons eu droit à la présentation d'un catalogue d'économies budgétaires (avec un leitmotiv «faire mieux, avec moins») ne comportant aucun projet opérationnel structurant et porteur d'avenir en termes d'activités et d'emplois.

Pire encore, le Gouverneur a clairement affiché sa volonté d'aggraver la politique de réduction des effectifs et des activités engagée depuis plusieurs années, tout en nous annonçant, au passage, une remise à plat, ou plutôt une remise en cause, de la «politique d'action sociale de la Banque».

Reprenant à son compte l'antienne de son illustre prédécesseur, il s'est fait le chantre de «l'efficacité et de l'efficience, de l'optimisation et de la rationalisation de nos moyens, du meilleur service au meilleur coût...».

Quelques exemples, parmi d'autres, de cette stratégie de repli animée par l'obsession de l'«abaissement du point mort de la Banque».

Effectifs du siège :

- ils seront réduits de 1,4 % en 2005, voire davantage en 2006 (pour mémoire, le gouverneur Trichet s'était «contenté» de 0,50 % par an) et aucune direction, ni aucun métier, ne sera épargné. Nos collègues qui travaillent dans des unités en sous-effectifs apprécieront !!!

Gestion des ressources humaines :

- à noter deux innovations qui en disent long sur les

intentions de la Banque. Tout d'abord, nos collègues cadres vont prochainement goûter aux délices de la rémunération variable en fonction des résultats. Par ailleurs, le temps des coupes-chiffres et des compteurs de haricots est arrivé : la capacité des cadres à dégager des économies budgétaires sera désormais prise en compte en matière d'avancement.

DGFB :

- le SNABF Solidaires a dénoncé la récente décision de ne pas émettre un billet de 2 euros, dont la production nous paraissait économiquement plus justifiée que celle du billet de un euro.

Entretien des billets :

- nous avons certes pris acte des efforts de la Banque pour faire prévaloir, au sein de l'Eurosystème, les exigences françaises en matière de tri de billets et de surveillance de la filière fiduciaire. Mais nous avons tenu à rappeler notre refus du repositionnement de la Banque sur des travaux de contrôle au détriment de notre activité traditionnelle d'entretien.

Métier 5 :

- notre organisation a dénoncé les allègements, voire les suppressions, de nombreux travaux statistiques et d'études dans les comptoirs (cf. notre compte rendu du comité de suivi du 17 novembre 2004). Dans le contexte actuel de sous-effectifs et de recherche d'économies, ces travaux servent de variable d'ajustement. Nous ne pouvons donc admettre que de telles décisions, lourdes de conséquences pour l'avenir de ce métier dans le réseau, soient laissées, avec la bénédiction du gouverneur Noyer, à l'entière discrétion des hiérarchies régionales.

Métier 10 :

- le SNABF Solidaires s'est récemment exprimé sur les perspectives de ce métier (cf. notre tract du 18 octobre dernier). Dans le prolongement de nos propositions, nous avons donc réaffirmé notre **demande d'un engagement ferme de la Banque à défendre et à promouvoir, au sein de L'Eurosystème, le modèle français de relations avec les entreprises**. Nous avons aussi dénoncé le manque d'entrain évident de notre Institution à tirer pleinement parti des opportunités offertes par :

- les compétences accrues des régions en matière de développement économique,
- les besoins nouveaux d'information et d'expertise des administrations de l'État (procédures PASER et MIME...).

Cette logique comptable, qui sous tend de facto la plupart des orientations stratégiques de la Banque, est doublement inacceptable. D'abord, parce qu'elle repose sur des arguments budgétaires largement injustifiés. Ensuite, parce que la Banque continue de dramatiser la situation de notre

compte d'exploitation, noircissant à dessein le tableau pour mieux justifier ses choix.

Or, la Banque bénéficiera, dès cette année, des économies dégagées par la restructuration du réseau. Notre organisation a également rappelé que **le cycle actuel de remontée des taux d'intérêt** et, plus encore, **les règles de répartition du revenu monétaire** au sein de l'Eurosystème (la «rente monétaire»), procureront des recettes substantielles et croissantes pour les années à venir. Pour la SNABF Solidaires, l'argument budgétaire, et partant, les orientations stratégiques retenues par la Banque, sont donc injustifiées et inacceptables.

Pour ces mêmes raisons, nous avons renouvelé notre **demande d'ouverture rapide de négociations salariales** et réaffirmé notre **opposition résolue à toute remise en cause de nos avantages sociaux**. À cet égard, le SNABF mettra tout en œuvre pour préserver les acquis sociaux qui figureront au cœur de ses revendications prioritaires durant les prochaines années.

Restructuration du réseau : la dure réalité du terrain

Fort des inquiétudes et des revendications recueillies sur le terrain, le **SNABF Solidaires ne pouvait pas, bien évidemment, partager l'optimisme du Gouverneur** quant au déroulement de la première phase de la restructuration du réseau.

Dans le prolongement de nos précédentes interventions, nous avons tout d'abord insisté sur les **difficultés auxquelles nos collègues du réseau sont quotidiennement confrontés** : à ce jour, en effet, la Banque n'a toujours pas pris la pleine mesure des conséquences humaines et sociales de **l'insuffisance globale des effectifs ou des transferts d'activités effectués sans celui des effectifs**. Nous avons donc revendiqué une remise à niveau immédiate des effectifs.

Nous avons également dénoncé les **dysfonctionnements des nouvelles structures** (antennes économiques, CTS...). Bien que **privées d'effectifs dédiés à la gestion des moyens** (budget, personnel, horaires...) ces implantations continuent de facto à assurer ces travaux, au détriment des conditions de travail des agents et des conditions d'exercice des métiers opérationnels (surendettement, relations avec les entreprises).

Enfin, nous avons exigé que la Banque définisse et mette rapidement en œuvre, au plan national, une véritable stratégie en matière de

transmission des savoirs, afin de limiter les risques de pertes massives d'expertise. Pour le SNABF Solidaires, il s'agit en effet d'un enjeu majeur insuffisamment pris en compte et qui **ne peut relever, contrairement à ce qu'affirme le Gouverneur, de la seule responsabilité des managers locaux**. Car ce qui est en jeu, là encore, c'est une dégradation générale des conditions de travail ainsi que notre capacité à continuer de remplir avec «efficacité et efficience» l'intégralité de nos missions. C'est pourquoi, nous avons demandé un recensement des acteurs et des pôles de compétences, l'évaluation des risques de pertes, l'analyse des besoins, l'identification des potentiels et un programme complet d'actions assorti d'un calendrier précis.

Cette démarche nous semble d'autant plus indispensable qu'elle pourrait, par la suite, être mise à profit pour atténuer l'impact du choc démographique prévu dès 2010.

Nous attendons de la Banque qu'elle mette en œuvre des moyens à la hauteur des problèmes posés par la restructuration du réseau. Pour ce qui nous concerne, **nous continuerons, tant au plan national que local, à nous battre avec force pour que les besoins et préoccupations de nos collègues soient enfin pris pleinement en compte**.